



PRÉFET DE L'AIN

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes

Rapport de contrôle de l'inspection des installations classées			
Référence : 20201002-RAP-S2-20-149 PA			
Nom et adresse de l'établissement contrôlé		Code DREAL	
XPO Supply Chain – Bâtiment PLA2A Parc industriel de la plaine de l'Ain Allée du clair de lune 01 150 SAINT VULBAS		S3IC 61-2261 Priorité DREAL <input type="checkbox"/> PN <input type="checkbox"/> AE <input type="checkbox"/> SP <input type="checkbox"/> Autre Régime <input type="checkbox"/> A <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> D <input type="checkbox"/> NC SEVESO <input type="checkbox"/> HAUT <input type="checkbox"/> BAS	
Activité principale : entrepôt logistique			
Date du contrôle : 02/10/2020			
Inspecteur(s) : P. ANTOINE (UD 01)			
Type de contrôle			
<input type="checkbox"/> Inspection approfondie <input type="checkbox"/> Inspection courante <input type="checkbox"/> Inspection ponctuelle		<input type="checkbox"/> Inspection annoncée <input type="checkbox"/> Inspection inopinée <input type="checkbox"/> Inspection planifiée <input type="checkbox"/> Inspection circonstancielle	
Circonstances du contrôle			
<input type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL <input type="checkbox"/> Incident/Accident du.....		<input type="checkbox"/> Plainte <input type="checkbox"/> Autre :	
Thème(s) du contrôle	<input type="checkbox"/> Risques technologiques	<input type="checkbox"/> Action régionale : <input type="checkbox"/> Entrepôts logistique	
Principale(s) installation(s) contrôlée(s) • Entrepôt			
Référentiel(s) du contrôle <ul style="list-style-type: none"> • Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 29 septembre 1999 ; • Arrêté préfectoral de mise en demeure du 7 octobre 2014 ; • Arrêté préfectoral complémentaire du 17 mars 2017 ; • Arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 ; • Arrêté ministériel du 3 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. 			
Personne(s) rencontrée(s) et fonction(s)			
Nom	Société	Qualité	
Thomas COURVALLAIN	XPO	Directeur de site	
Alexandre DIAS	XPO	Animateur QHSSE	
Madline DIRE	XPO	Animatrice QHSSE	
Géraud GROSMIRE	Lob Industry High Tech	Responsable QHSSE	
Copies	<input type="checkbox"/> Exploitant DREAL : <input type="checkbox"/> Chrono <input type="checkbox"/> PRICAE <input type="checkbox"/> Cellule xxx <input type="checkbox"/> Autre :		

Constats de l'inspection

1 – Contexte

L'entrepôt a été autorisé initialement par arrêté préfectoral du 19 juillet 1995. Il a été dénommé « PLA2A » par le promoteur. Une extension a été autorisée par arrêté préfectoral du 29 septembre 1999. Les rubriques ICPE du site ont été mises à jour par arrêté préfectoral complémentaire du 17 mars 2017.

L'exploitant en titre est la société « XPO Supply Chain France ».

Le bâtiment comporte 3 cellules :

- cellule n°1 : 10 890 m² autorisée le 19/07/1995 ;
- cellule n°2 : 11 980 m² autorisée le 19/07/1995 ;
- cellule n°3 : 9 800 m² autorisée le 29/09/1999.

Le bâtiment est occupé par la société XPO qui assure la logistique pour les sociétés Biomérieux, Horiba et l'Oréal. Les produits stockés sont essentiellement des produits destinés aux laboratoires d'analyses biologiques (Biomérieux et Horiba) et des produits cosmétiques (l'Oréal).

2 – Principaux constats effectués lors de la visite d'inspection

2.1. Suites données à la précédente visite d'inspection

La précédente visite d'inspection de l'entrepôt a été réalisée le 10 juillet 2014 et a fait l'objet d'un rapport daté du 24 juillet 2014.

Suite à cette visite, l'exploitant (ND Logistics en 2014) a été mis en demeure par arrêté préfectoral du 7 octobre 2014. Cette visite avait également conduit à diverses observations.

2.1.1 : Sur les non-conformités ayant motivé l'arrêté de mise en demeure du 7 octobre 2014

Recensement des produits stockés

L'exploitant dispose d'un logiciel qui recense les produits stockés (inventaire informatisé).

La non-conformité est soldée.

Plans à jour

L'exploitant a présenté un plan à jour.

La non-conformité est soldée.

2.1.2 : Sur les observations et demande d'actions correctives

Observation 1 : actualiser le porter à connaissance

Le porter à connaissance a été instruit et a conduit à l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 mars 2017.

L'observation est soldée.

Observation 2 : engager une réflexion sur l'organisation des stockages visant à éviter ou à limiter la propagation rapide d'un éventuel incendie

L'exploitant a regroupé le stockage des produits dangereux.

L'observation est soldée.

2.2. Thèmes de l'inspection du 02 octobre 2020

2.2.1. Dispositifs de protection contre la foudre

L'exploitant dispose d'un carnet de bord. Toutefois, ce carnet de bord n'est pas renseigné.

Le carnet de bord doit être mis à jour par l'exploitant.

Le rapport de la vérification complète des installations réalisée par l'APAVE le 21 juillet 2020 indique que la notice de vérification n'est pas complète.

L'exploitant doit compléter la notice de vérification.

Constat n° 1		
Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	Article 19 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010	
<input type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure		
L'exploitant doit mettre à jour le carnet de bord relatif aux dispositifs de protection contre la foudre		15 jours
L'exploitant doit compléter la notice de vérification de ses installations		3 mois

2.2.2. Plan des réseaux

L'exploitant a présenté un plan des réseaux sur lequel ne figurait pas le bassin d'infiltration des eaux pluviales côté OUEST.

Constat n° 2		
Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	Point 1.6.1 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017	
<input type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure		
L'exploitant doit disposer de plan des réseaux à jour.		6 mois

2.2.3. Documents à disposition des services d'incendie et de secours.

L'exploitant dispose d'un plan d'intervention mais n'a pas formalisé les consignes liées.

Constat n° 3		
Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	Point 3.5 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017	
<input type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure		
L'exploitant doit formaliser les consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux.		1 mois

2.2.4. Hauteur de stockage des contenants de liquides inflammables

Lors de la visite, il a été constaté la présence, isolée, d'une seule palette contenant des liquides inflammables à une hauteur supérieure à 5 mètres (5,5 m environ).

Constat n° 4		
Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	Point 9 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017	
<input type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non conformité		

<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure		
L'exploitant doit justifier l'organisation mise en place pour ne pas stocker de liquides inflammables à une hauteur supérieure à 5 mètres.		3 mois

2.2.5. Moyen de lutte contre l'incendie

L'exploitant a réalisé le calcul de ses besoins en eau d'extinction incendie. Toutefois, pour ce calcul, l'exploitant a retenu comme hypothèse une « ossature stable au feu ≥ 1 h ». Lors de la visite, il a été constaté que l'ossature du bâtiment est constituée de poteaux et poutres en acier. Compte tenu de la nature des matériaux, l'exploitant devra justifier l'hypothèse de stabilité au feu de l'ossature ≥ 1 h.

L'exploitant a fait réaliser des essais de débit d'eau sur 4 poteaux incendie en simultané. Le débit total s'élève à 353 m³/h, ce qui est très inférieur au débit nécessaire calculé de 540 m³/h.

L'exploitant devra justifier la disponibilité effective des débits d'eau nécessaires pour la défense incendie.

La cellule n°2 semble être située à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie à « vol d'oiseau ». Néanmoins, l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 indique que les « distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours ». Compte tenu de cette contrainte, la cellule n°2 n'est pas à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie.

L'exploitant n'a pas réalisé d'exercice de défense incendie.

Constat n° 5		
Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	Point 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017	
<input type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure		
L'exploitant doit justifier l'hypothèse de stabilité au feu de l'ossature ≥ 1h pour son calcul D9.		3 mois
L'exploitant doit justifier la disponibilité effective des débits d'eau nécessaires pour la défense incendie.		6 mois
L'exploitant doit justifier que l'accès extérieur de la cellule n°2 est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie, distance mesurée par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours. Si la justification est impossible, un nouveau point d'eau incendie devra être créé.		6 mois
L'exploitant doit réaliser un exercice de défense incendie.		6 mois

2.2.6. Plan de défense incendie

L'exploitant a indiqué qu'il n'avait pas établi de plan de défense incendie.

Constat n° 6		
Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier
<input checked="" type="checkbox"/> Pas d'observation	Point 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017	
<input type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure		
L'exploitant doit établir un plan de défense incendie.		6 mois

2.2.7. Locaux administratifs

Lors de la visite il a été constaté que l'exploitant procédait à l'installation de bureaux et d'une salle de réunion à l'intérieur de la cellule n°3. Ce type de modification doit être porté à la connaissance du préfet avant sa réalisation et les locaux doivent respecter les dispositions du point 4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 (plafond et mur REI 120).

Constat n° 7		
Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	Articles L181-14 et R181-46 du code de l'environnement Point 4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017	
<input type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure		
L'exploitant doit établir un porter à connaissance relatif à l'implantation de bureaux au sein de la cellule n°3.		3 mois
L'exploitant doit respecter les dispositions constructives applicables aux locaux sociaux présents dans la cellule n°3. Il doit justifier du respect de ces dispositions auprès de l'inspection des installations classées.		3 mois

2.2.8. Divers

Lors de la visite, il a été noté que le panneau à côté de la vanne guillotine du réseau d'eaux pluviales de voiries mentionnait un bassin de rétention. Or, le bassin en aval de la vanne n'est pas un bassin de rétention mais un bassin d'infiltration. L'exploitant doit corriger le panneau afin de ne pas créer de confusion.

Constat n° 8		
Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	Terminologie adaptée	
<input type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure		
L'exploitant doit corriger l'intitulé du panneau (bassin de rétention / bassin d'infiltration) afin de ne pas créer de confusion, notamment pour les pompiers en cas d'incendie.		1 mois

3 – Suites données par l'inspection

- ☐ Observations ou non conformités à traiter par courrier
- ☐ Proposition de suites administratives (APMD, amende administrative, consignation, etc.)
- ☐ Proposition de renforcement, modification ou mise à jour des prescriptions
- ☐ Autre(s) :

Synthèse des suites

1. Suites administratives

Sur le plan administratif, l'inspection des installations classées propose à madame la préfète de l'Ain, en application de l'article L171-8-I du code de l'environnement, de mettre la société XPO Supply Chain en demeure :

- sous un délai maximal de 3 mois :
 - de porter à la connaissance de la préfète de l'Ain les modifications relatives à l'implantation de bureaux et locaux sociaux au sein de la cellule n°3, conformément aux dispositions des articles L181-14 et R181-46 du code de l'environnement (constat n°7) ;

- de respecter les dispositions constructives applicables aux locaux sociaux présents dans la cellule de stockage n°3 et définies à l'article 4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 (constat n°7) ;
- sous un délai maximal de 6 mois :
 - de disposer d'un plan des réseaux à jour, conformément aux dispositions du point 1.6.1 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 (constat n°2) ;
 - de justifier la disponibilité effective des débits d'eau nécessaires pour la défense incendie, conformément aux dispositions du point 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 (constat n°5) ;
 - de justifier que l'accès extérieur de la cellule n°2 est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie, distance mesurée par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours, conformément aux dispositions du point 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 (constat n°5) ;
 - de réaliser un exercice de défense incendie, conformément aux dispositions du point 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 (constat n°5) ;
 - d'établir un plan de défense incendie, conformément aux dispositions du point 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 (constat n°6).

Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure en ce sens est joint au présent rapport.

L'inspection des installations classées propose également à madame la préfète de l'Ain de lever l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 7 octobre 2014.

2. Autres suites

L'exploitant doit fournir, selon les délais mentionnés dans l'annexe au présent rapport, les éléments permettant de justifier la mise en œuvre des actions correctives nécessaires :

- Constat n°1 :
 - l'exploitant doit mettre à jour le carnet foudre de ses installations. Délai : 3 mois.
 - l'exploitant doit compléter la notice de vérification de ses installations. Délai : 3 mois.
- Constat n°3 : l'exploitant doit compléter les documents tenus à la disposition des services d'incendie et de secours, notamment les consignes précises pour l'accès des secours avec les procédures pour accéder à tous les lieux. Délai : 3 mois.
- Constat n°4 : l'exploitant doit justifier l'organisation mise en place pour ne pas stocker de liquides inflammables à une hauteur supérieure à 5 mètres. Délai : 3 mois.
- Constat n°5 :
 - l'exploitant doit justifier l'hypothèse de stabilité au feu de l'ossature $\geq 1h$ pour son calcul D9. Délai : 3 mois.
- Constat n°8 : l'exploitant doit corriger l'intitulé du panneau (bassin de rétention / bassin d'infiltration) afin de ne pas créer de confusion, notamment pour les pompiers en cas d'incendie. Délai : 1 mois.

Un courrier est adressé à l'exploitant, une copie est jointe au présent rapport.

Le rédacteur

Philippe ANTOINE
Inspecteur de l'environnement

Le vérificateur et approbateur

L'adjoint au chef de l'unité départementale de l'Ain

Annexe

N° article	Prescription (Extrait ou résumé)	Constatation	Conformité (O/N)
Risque foudre : arrêté ministériel du 4/10/2010			
18	Analyse risque foudre	ARF réalisée par Rhône Alpes Paratonnerre le 30/03/2010	O
19	Étude technique	ET réalisée par Rhône Alpes Paratonnerre le 24/01/2011 Carnet de bord Notice de vérification	O Obs n°1 Obs n°1
20	Installation des dispositifs de protection	Installation réalisée par Rhône Alpes Paratonnerre (DOE du 12/11/2013) puis modifiée en décembre 2018 par Indelec.	O
21	Vérification de l'installation des dispositifs de protection par un organisme compétent	Dernière vérification complète réalisée par l'APAVE le 21 juillet 2020.	O
Entrepôt : arrêté ministériel du 11/04/2017			
Annexe II 1.4	État des matières stockées	L'exploitant dispose d'un logiciel de gestion des stocks qui lui permet de connaître les produits stockés.	O
Annexe II 1.6.1	Plan des réseaux	Pas à jour	N Obs n°2
Annexe II 1.6.4	Traitement des eaux pluviales souillées : — évacuation séparée des « eaux pluviales » non souillées	EP de toiture infiltrées EP de voiries traitées par séparateur d'hydrocarbures	O
	— séparateur d'hydrocarbures pour les eaux souillées	BSDI du 20 janvier 2020 qui justifie l'entretien du séparateur d'hydrocarbures	O
	— convention de rejet avec le gestionnaire	Pas de convention car pas de rejet dans le réseau de collecte	O
Annexe II 3.1	Accessibilité du site		O
Annexe II 3.1	Voie dégagée sur le périmètre de l'entrepôt		O
Annexe II 3.5	Documents à disposition des services d'incendie et de secours	Plan d'intervention Consignes	O N Obs n°3
Annexe II 8	Matières dangereuses stockées dans des cellules particulières		
Annexe II 9	Hauteur matières dangereuses < 5 m. Exceptions si sprinklage		N Obs n°4
Annexe II 12	Détection automatique incendie	DAI assurée par le système de sprinklage.	O

N° article	Prescription (Extrait ou résumé)	Constatation	Conformité (O/N)
Annexe II 13	Moyens de lutte contre l'incendie : — calcul du besoin en eau selon D9	Besoin d'eau calculé à 540 m3/h	O Obs n°5
	— justification de la disponibilité effective de l'eau	Disponibilité de l'eau à 353 m3/h sur 4 poteaux incendie	N Obs n°5
	— système d'extinction automatique d'incendie. Qualification par un organisme compétent	Rapport de vérification du 26 mai 2020 réalisé par Engie.	O
	— exercice de défense incendie de moins de 3 ans	-	N Obs n°5
	— accès extérieur de chaque cellule à moins de 100 m d'un point d'eau incendie	La cellule n°2 n'est pas à moins de 100 m d'un point d'eau incendie.	N Obs n°5
	— débit de 60m3/h pendant 2h pour chaque point d'eau	-	O
Annexe II 14	Exercice d'évacuation du personnel tous les 6 mois.	Dernier exercice réalisé le 23 juin 2020.	O
Annexe II 15	Mise à la terre des racks		S.O.
Annexe II 22	Maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie. Registre	Extincteur et RIA vérifiés le 27/03/2020 DENFC vérifiés le 18/06/2020 Portes CF vérifiées le 4/02/2020	O O O
Annexe II 23	Plan de défense incendie (applicable au 01/01/2020)		N Obs n°6
Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 29 septembre 1999			
Art 1 – 1	Situation administrative		O
Art 3 1.1.2	Voie engins largeur 4 m dégagée sur demi-périmètre. Si cul-de-sac, aire de retournement.	Pas de cul de sac. La voie fait le tour de l'entrepôt.	O

N : Non

O : Oui

N.A. : Non Applicable

S.O. : Sans Objet

ND : Non déterminé